

plan sommaire

I. EMPLOYEUR ET SALARIÉ.....	37
1. LE SALARIÉ.....	41
1.1. Généralités	41
1.2. Ancienneté.....	41
1.3. Vie privée sur le lieu de travail.....	51
1.4. Autorisation de travail.....	57
2. L'EMPLOYEUR	58
2.1. Identification de l'employeur.....	58
2.2. Cumul d'employeurs.....	62
2.3. Entité économique et sociale.....	64
3. POUVOIRS PATRONAUX	66
3.1. Pouvoir de direction.....	66
3.2. Pouvoir de contrôle.....	77
3.3. Pouvoir et sanctions disciplinaires.....	78
3.4. Droit à la prestation de travail	88
3.5. Non-discrimination	93
II. LE CONTRAT DE TRAVAIL ET SES DIFFERENTES FORMES	109
1. NOTION DE CONTRAT DE TRAVAIL ET DE SUBORDINATION	113
1.1. Généralités	113
1.2. Lien de subordination	115
1.3. Cumul entre contrat de travail et mandat social.....	153
1.4. Droit applicable	185
2. CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE	188
2.1. Généralités	188
2.2. Cas de requalification du CDD en CDI.....	191
2.3. Conséquences de la requalification	199
3. TRAVAIL INTÉRIMAIRE	209
3.1. Egalité de traitement.....	209
3.2. Sanction de la requalification en CDI.....	210
3.99. Divers (intérim)	216
4. MISE À DISPOSITION DE MAIN-D'ŒUVRE.....	217
5. AUTRES FORMES DE CONTRATS PRÉCAIRES	223
6. CONTRAT D'APPRENTISSAGE.....	225
7. CONTRAT DE TRAVAIL MARITIME	227
8. CONTRAT DE STAGE	229
III. CONCLUSION DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	231
1. FORMATION DU CONTRAT.....	235
1.1. Procédure d'embauche.....	235
1.2. Priorité d'embauche	244
1.3. Forme et accord de volontés	247
1.4. Vices du consentement.....	249
2. CONTENU DU CONTRAT DE TRAVAIL	254
2.1. Généralités	254
2.2. Clause d'essai	256
2.3. Clauses facultatives.....	268
2.4. Clauses non admissibles	287
3. PREUVE DU CONTRAT DE TRAVAIL ET DE SON CONTENU	293

3.1. Principes	293
3.2. Contrat de travail apparent.....	294
3.3. Admissibilité de la preuve par témoins	298
3.4. Exemples d'appréciation	302
IV. MODIFICATION ET TRANSFERT DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	307
1. MODIFICATION D'UN COMMUN ACCORD	311
1.1. Généralités	311
1.2. Preuve de la modification d'un commun accord	311
2. MODIFICATION UNILATÉRALE	313
2.1. Généralités	313
2.2. Notion de modification substantielle	313
2.3. Modification unilatérale ne respectant pas la procédure	322
2.4. Modification respectant la procédure légale	331
3. TRANSFERT D'ENTREPRISE.....	343
3.1. Conditions.....	343
3.2. Effets du transfert.....	354
4. DETACHEMENT A L'ÉTRANGER	356
V. REMUNERATION	363
1. DETERMINATION DU SALAIRE	367
1.1. Fixation et détermination du salaire	367
1.2. Composantes du salaire	371
1.3. Echelle mobile des salaires	372
1.4. Salaire social minimum	375
2. DROIT AU SALAIRE.....	387
2.1. Généralités et principes.....	387
2.2. Preuve de la prestation de travail	392
3. PAIEMENT DU SALAIRE PAR L'EMPLOYEUR.....	398
4. CONDAMNATION AU PAIEMENT DU SALAIRE	400
4.1. Montant brut.....	400
4.2. Intérêts	401
4.3. Preuve du paiement par l'employeur	401
4.4. Préjudice moral pour non-paiement du salaire	404
5. PRIMES, GRATIFICATIONS ET COMMISSIONS.....	405
5.1. Droit à la prime ; droits acquis	405
5.2. Montant de la prime.....	419
5.3. Fin du contrat et droit à la prime	426
5.4. Droit acquis sur les conditions de travail.....	427
6. RETENUES SUR SALAIRE	429
7. REPETITION DE L'INDU	436
8. FRAIS PROFESSIONNELS	440
VI. CONDITIONS DE TRAVAIL	443
1. SANTE AU TRAVAIL	447
1.1. Généralités	447
1.2. Déclaration d'inaptitude et reclassement	447
2. SECURITE AU TRAVAIL	454
2.1. Généralités	454
2.2. Droit de retrait.....	455
3. HARCELEMENT MORAL.....	457
3.1. Généralités et principes.....	457
3.2. Exemples d'application.....	467
4. HARCELEMENT SEXUEL.....	483
4.1. Devoirs envers la victime	483
4.2. Sanction de l'auteur	488
VII. DUREE DE TRAVAIL.....	491
1. NOTION DE DUREE DE TRAVAIL	495
1.1. Généralités	495

1.2. Temps de transport	495
1.3. Temps de disponibilité et d'astreinte.....	496
1.4. Salariés exclus.....	497
2. ORGANISATION FLEXIBLE DU TRAVAIL	499
2.1. Plan d'organisation du travail	499
2.2. Horaire mobile.....	499
2.3. Durée de travail variable	500
3. HEURES SUPPLEMENTAIRES	502
3.1. Obligation de prester des heures supplémentaires	502
3.2. Preuve des heures supplémentaires	504
3.3. Accord de l'employeur	513
3.4. Qualité de cadre supérieur	517
3.5. Indemnisation des heures supplémentaires	525
3.6. Spécificités du transport routier ; données tachygraphiques	530
3.99. Autres problématiques en matière d'heures supplémentaires.....	536
4. TRAVAIL A TEMPS PARTIEL.....	536
5. TRAVAIL DOMINICAL	540
6. TRAVAIL DE NUIT.....	541
99. AUTRES QUESTIONS RELATIVES A LA DUREE DE TRAVAIL.....	541
VIII. CONGES ET JOURS FERIES.....	543
1. CONGE ANNUEL.....	547
1.1. Généralités	547
1.2. Conditions de naissance du congé.....	547
1.3. Fixation du congé	550
1.4. Report du congé à l'année subséquente.....	553
1.5. Solde de congé en fin de contrat	563
1.6. Preuve en matière de congé annuel.....	566
2. AUTRES CONGES	571
2.1. Congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel.....	571
2.2. Congé pour raisons familiales.....	572
2.3. Congé sans solde	572
2.4. Congé parental	573
3. JOURS FÉRIÉS	575
IX. MALADIE DU SALARIÉ	579
1. OBLIGATIONS D'INFORMATION DU SALARIÉ	583
1.1. Généralités	583
1.2. Information du premier jour.....	585
1.3. Certificat médical du troisième jour	595
1.4. Certificat tardif en cas d'hospitalisation urgente	609
2. PROTECTION DU SALARIÉ DURANT LA MALADIE.....	610
2.1. Continuation du salaire et indemnité pécuniaire de maladie.....	610
2.2. Protection contre le licenciement.....	615
3. CONTESTATION DU CERTIFICAT DE MALADIE.....	624
3.1. Obligation du salarié de se soumettre au contre-examen.....	624
3.2. Preuve de l'aptitude au travail	630
3.3. Exemples d'appréciation	635
4. LICENCIEMENT POUR CAUSE DE NON-INFORMATION SUR UNE MALADIE	645
4.1. Principes	645
4.2. Exemples d'application.....	651
5. LICENCIEMENT POUR CAUSE D'ABSENTEISME CHRONIQUE	676
5.1. Principes	676
5.2. Distinction en fonction de l'origine de l'absence	680
5.3. Exemples d'appréciation	686
X. RESPONSABILITÉ CIVILE.....	707
1. RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'EMPLOYEUR	711
2. RESPONSABILITÉ CIVILE DU SALARIÉ.....	713
2.1. Principes	713

2.2. Exemples d'appréciation de gravité de la faute	716
2.3. Responsabilité du salarié envers les tiers	726
XI. LICENCIEMENT – GÉNÉRALITÉS.....	729
1. GÉNÉRALITÉS	733
2. AUTEUR DU LICENCIEMENT	735
3. EFFET DU LICENCIEMENT	738
3.1. Date de prise d'effet du licenciement.....	738
3.2. Caractère unilatéral et irrévocable.....	739
3.3. Rétractation d'un commun accord.....	741
3.4. Réception par le salarié	742
4. INTERPRÉTATION DE LA VOLONTÉ PATRONALE	746
4.1. Existence d'une volonté de licencier.....	746
4.2. Qualification de licenciement avec préavis ou avec effet immédiat	755
5. IMPACT D'AVERTISSEMENTS ANTÉRIEURS	757
5.1. Généralités	757
5.2. Non bis in idem ; exigence d'une nouvelle faute	758
5.3. Avertissements anciens	762
5.4. Exemples d'application.....	764
6. PRÉCISION DES MOTIFS	765
6.1. Principes et généralités	765
6.2. Éléments pris en compte à titre de motivation	767
6.3. Degré de précision exigé.....	779
7. PREUVE DE L'EXISTENCE D'UN LICENCIEMENT.....	810
XII. LICENCIEMENT AVEC PRÉAVIS	813
1. PROCÉDURE DE LICENCIEMENT AVEC PRÉAVIS	819
1.1. Moment du licenciement ; délai moral.....	819
1.2. Entretien préalable au licenciement.....	823
1.3. Mise à pied et licenciement avec préavis	829
1.4. Lettre de licenciement	830
1.5. Demande de motifs	837
1.6. Lettre de motivation	841
1.7. Aménagement conventionnel de la procédure de licenciement.....	848
2. PÉRIODE DE PRÉAVIS SUITE AU LICENCIEMENT	850
2.1. Détermination de la période de préavis	850
2.2. Dispense de travail durant le préavis	854
2.3. Préavis et congé	859
2.4. Indemnité compensatoire de préavis	861
3. INDEMNITÉ DE DÉPART	874
3.1. Généralités	874
3.2. Droit à l'indemnité de départ	875
3.3. Montant de l'indemnité de départ	877
4. MOTIFS DE LICENCIEMENT AVEC PRÉAVIS – PRINCIPES	881
4.1. Généralités	881
4.2. Notion de motif réel et sérieux.....	883
4.3. Tolérance patronale, comportement contradictoire	885
4.4. Actes posés comme mandataire social ou comme salarié	887
5. MOTIFS LIÉS À LA PERSONNE DU SALARIÉ – TYPOLOGIE	889
5.1. Mécontentement et perte de confiance.....	889
5.2. Insultes et liberté d'expression	892
5.3. Insubordination et refus d'ordre.....	895
5.4. Insuffisance professionnelle	897
5.5. Fautes professionnelles	914
5.6. Sécurité et santé.....	924
5.7. Retrait d'agrément ou d'autorisation	931
5.8. Retards	932
5.9. Activités privées pendant le temps de travail.....	934
5.10. Activités annexes et concurrentes	935
5.11. Salarié défendant ses droits	936

5.12. Motifs liés à la vie privée	937
5.99. Autres cas	938
6. MOTIFS ÉCONOMIQUES LIÉS AUX BESOINS DE FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE.....	942
6.1. Types de motifs économiques.....	942
6.2. Limites du contrôle par le juge	959
6.3. Exemples de motifs économiques.....	979
XIII. LICENCIEMENT AVEC EFFET IMMÉDIAT	995
1. GÉNÉRALITÉS	999
2. PROCÉDURE	1000
2.1. Moment du licenciement – délai d'un mois.....	1000
2.2. Mise à pied	1011
2.3. Lettre de licenciement.....	1012
2.4. Demande d'admission provisoire au chômage.....	1014
3. FAUTE GRAVE	1020
3.1. Notion de faute grave.....	1020
3.2. Critères d'appréciation de la faute grave	1022
3.3. Exemples de fautes graves	1025
XIV. LICENCIEMENT ABUSIF OU IRRÉGULIER	1125
1. GÉNÉRALITÉS	1129
1.1. Principes	1129
1.2. Proposition de réintégration.....	1130
1.3. Faute non grave qui aurait justifié un licenciement avec préavis.....	1131
1.4. Comportement fautif du salarié ayant contribué au licenciement.....	1134
1.5. Règles en cas de succession de licenciements	1137
1.6. Intérêts sur dommages-intérêts	1140
2. PRÉJUDICE MATÉRIEL	1141
2.1. Calcul d'un différentiel.....	1141
2.2. Salaire de référence	1143
2.3. Période de référence.....	1146
2.4. Revenus et indemnités venant en déduction	1190
2.5. Préjudice matériel autre que la perte de revenus immédiate	1206
3. PRÉJUDICE MORAL	1214
3.1. Principes	1214
3.2. Exemples d'appréciation du préjudice moral	1215
4. IRRÉGULARITÉS FORMELLES	1226
4.1. Généralités	1226
4.2. Formalités légales.....	1227
4.3. Formalités conventionnelles.....	1230
XV. PROTECTION SPÉCIALE CONTRE LE LICENCIEMENT.....	1233
1. FEMMES ENCEINTES	1237
1.1. Généralités	1237
1.2. Notification du certificat de grossesse	1239
1.3. Mise à pied et action en résiliation pour faute grave.....	1242
1.4. Action en nullité du licenciement.....	1245
2. DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL	1253
2.1. Généralités	1253
2.2. Conditions de la protection.....	1257
2.3. Action du délégué suite à un licenciement	1265
2.4. Action de l'employeur en cas de faute grave.....	1274
2.5. Protection en cas de modification des conditions de travail	1345
2.99. Jurisprudence relative au régime de la délégation antérieur à 2016	1349
3. COMITÉ MIXTE	1373
4. PROTECTION LIÉE AU RECLASSEMENT	1377
4.1. Protection suite à la saisine de la Commission mixte	1377
4.2. Protection après une décision de reclassement interne	1381
5. PROTECTION DURANT LE CONGÉ PARENTAL	1384
6. PROTECTION DURANT UN CONGÉ POUR RAISONS FAMILIALES	1386

XVI. DÉMISSION DU SALARIÉ	1389
1. GÉNÉRALITÉS	1393
1.1. Principes	1393
1.2. Volonté non équivoque de démissionner	1394
1.3. Requalification en licenciement – prise d’acte de la rupture.....	1404
1.4. Démission avant entrée en fonctions	1407
2. DÉMISSION AVEC PREAVIS.....	1409
2.1. Généralités	1409
2.2. Préavis de démission	1411
3. DÉMISSION AVEC EFFET IMMÉDIAT	1413
3.1. Procédure	1413
3.2. Motifs de démission	1416
3.3. Conséquences d’une démission avec effet immédiat	1425
XVII. RECOURS DE L’ETAT EN MATIERE D’INDEMNITES DE CHOMAGE.....	1431
1. GENERALITES	1435
2. EXISTENCE DU RECOURS DE L’ETAT	1436
2.1. Principes	1436
2.2. Demande de l’Etat contre l’employeur suite à un licenciement	1436
2.3. Demande de l’Etat contre le salarié suite à un licenciement.....	1439
2.4. Demande de l’Etat suite à une démission.....	1444
3. DETERMINATION DU MONTANT DU A L’ETAT	1446
3.1. Portée du contrôle par le juge du travail.....	1446
3.2. Assiette du recours de l’Etat.....	1447
3.3. Modération et échelonnement du montant dû à l’Etat.....	1453
4. AUTRES DEMANDES INDEMNITAIRES DE L’ETAT CONTRE L’EMPLOYEUR	1461
5. QUESTIONS PROCEDURALES LIEES A L’INTERVENTION DE L’ETAT	1463
6. INCIDENCE D’UNE TRANSACTION OU D’UN DESISTEMENT	1466
6.1. Décisions de la Cour de cassation.....	1466
6.2. Arrangement/désistement à la suite d’un licenciement avec préavis.....	1467
6.3. Arrangement/désistement à la suite d’un licenciement avec effet immédiat.....	1471
6.4. Validité et opposabilité de la transaction.....	1477
XVIII. AUTRES MODES DE RESILIATION.....	1479
1. RESILIATION D’UN COMMUN ACCORD	1483
1.1. Généralités	1483
1.2. Forme écrite	1485
1.3. Vices du consentement.....	1487
2. CESSATION DE PLEIN DROIT DU CONTRAT DE TRAVAIL	1490
2.1. Généralités	1490
2.2. Epuisement de l’indemnité pécuniaire (52 semaines)	1491
2.3. Attribution d’une pension d’invalidité.....	1494
2.99. Autres cas de cessation de plein droit	1496
XIX. RESILIATION D’UN CDD ET D’UN CONTRAT A L’ESSAI	1499
1. RESILIATION PENDANT LA PERIODE D’ESSAI.....	1503
1.1. Généralités	1503
1.2. Fin du préavis devant se situer dans la période d’essai.....	1504
1.3. Calcul des délais	1506
1.4. Protection spéciale contre le licenciement durant la période d’essai.....	1507
1.5. Indemnisation en cas de licenciement irrégulier durant l’essai.....	1511
1.6. Indemnisation en cas de démission pour faute grave durant l’essai.....	1518
2. RESILIATION D’UN CDD	1519
2.1. Licenciement par l’employeur	1519
2.2. Démission par le salarié.....	1521
XX. FORMALITES APRES LA FIN DU CONTRAT	1523
1. REÇU POUR SOLDE DE TOUS COMPTES.....	1525
2. CERTIFICAT DE TRAVAIL	1528
99. DIVERS	1530

XXI. DROIT DU TRAVAIL COLLECTIF.....	1533
1. DELEGATIONS DU PERSONNEL.....	1536
1.1. Elections sociales.....	1536
1.2. Fonctionnement de la délégation.....	1538
1.3. Compétences légales de la délégation.....	1540
1.4. Extension conventionnelle des compétences.....	1558
1.5. Entrave aux compétences de la délégation.....	1560
1.6. Jurisrudence relative au régime de la délégation antérieur à 2016.....	1565
1.7. Recours devant le directeur de l'ITM.....	1572
2. COGESTION DANS LES SOCIETES ANONYMES.....	1576
3. NEGOCIATION COLLECTIVE.....	1579
3.1. Conventions collectives.....	1579
3.2. Licenciement collectif et plan social.....	1603
3.99. Autres accords collectifs.....	1610
4. SYNDICATS.....	1611
4.1. Généralités.....	1611
4.2. Capacité à agir en justice.....	1612
4.3. Représentativité syndicale.....	1614
4.4. Liberté d'expression dans le contexte syndical.....	1616
5. DROIT DE GREVE.....	1619
XXII. PROCEDURE EN DROIT DU TRAVAIL.....	1621
1. COMPETENCE.....	1627
1.1. Généralités.....	1627
1.2. Compétence territoriale.....	1628
1.3. Compétence matérielle.....	1641
2. OBJET DE LA DEMANDE EN JUSTICE.....	1664
2.1. Généralités.....	1664
2.2. Identification de la demande.....	1665
2.3. Demandes nouvelles.....	1674
3. PREUVE.....	1693
3.1. Principes et généralités.....	1693
3.2. Témoignages.....	1700
3.3. Pièces et documents.....	1741
3.4. Surveillance électronique, enregistrements audio et vidéo.....	1750
3.5. Expertises.....	1754
3.6. Comparution personnelle des parties.....	1756
3.7. Aveu.....	1758
3.8. Serment.....	1758
4. PRESCRIPTION ET FORCLUSION.....	1759
4.1. Principes.....	1759
4.2. Forclusion de l'action en licenciement abusif.....	1761
4.3. Prescription triennale des salaires.....	1782
4.4. Délais de prescription ordinaires.....	1787
5. TRANSACTION.....	1790
5.1. Généralités.....	1790
5.2. Forme de la transaction.....	1795
5.3. Concessions réciproques.....	1798
5.4. Vices du consentement.....	1801
5.5. Portée de la transaction.....	1801
6. PROCEDURE D'APPEL.....	1803
6.1. Délai d'appel.....	1803
6.2. Taux de dernier ressort.....	1806
6.3. Intérêt pour faire appel.....	1808
6.4. Contenu de l'acte d'appel.....	1812
6.5. Jugements appelables, appels prématurés.....	1816
6.6. Appel incident.....	1827
6.7. Exécution provisoire.....	1828
6.8. Questions spécifiques à l'Etat en instance d'appel.....	1829
6.99. Autres aspects liés à l'appel.....	1835

7. FRAIS ET INDEMNITES.....	1838
7.1. <i>Indemnité pour procédure vexatoire et abusive</i>	1838
7.2. <i>Frais de procédure</i>	1838
7.3. <i>Indemnité de procédure</i>	1839
99. AUTRES QUESTIONS PROCEDURALES	1841
99.1. <i>Incidence d'une faillite</i>	1841
99.2. <i>Péremption d'instance</i>	1842
99.3. <i>Jonction</i>	1846
99.4. <i>Rectification d'erreur matérielle</i>	1847
99.5. <i>Ultra petita</i>	1847
99.99. <i>Autres questions procédurales</i>	1848

plan détaillé

I. EMPLOYEUR ET SALARIÉ.....	37
1. LE SALARIÉ.....	41
1.1. Généralités	41
1.2. Ancienneté.....	41
1.2.1. Notion et généralités	41
1.2.2. Ancienneté et reprise de contrat.....	42
1.2.3. Ancienneté et découpages contractuels.....	43
1.2.4. Ancienneté au sein d'un groupe ou d'une EES	46
1.3. Vie privée sur le lieu de travail.....	51
1.3.1. Courrier électronique.....	51
1.3.2. Autres aspects.....	54
1.4. Autorisation de travail.....	57
2. L'EMPLOYEUR	58
2.1. Identification de l'employeur.....	58
2.1.1. Généralités.....	58
2.1.2. Cas particulier des associations d'avocats	60
2.2. Cumul d'employeurs.....	62
2.2.1. Généralités.....	62
2.2.2. Le co-emploi.....	63
2.3. Entité économique et sociale.....	64
3. POUVOIRS PATRONAUX	66
3.1. Pouvoir de direction.....	66
3.1.1. Généralités.....	66
3.1.2. Mandant apparent.....	69
3.1.3. Changement des conditions de travail.....	72
3.1.4. Règlement d'ordre intérieur	77
3.2. Pouvoir de contrôle.....	77
3.3. Pouvoir et sanctions disciplinaires.....	78
3.3.1. Généralités.....	78
3.3.2. Pardon social.....	79
3.3.3. Avertissements	80
3.3.4. Retrogradation disciplinaire.....	82
3.3.5. Sanctions conventionnelles ; amendes	86
3.4. Droit à la prestation de travail	88
3.5. Non-discrimination	93
3.5.1. Généralités.....	93
3.5.2. Discrimination au niveau du salaire	94
3.5.2.1. Principes.....	94
3.5.2.2. Exemples d'application	98
3.5.3. Licenciement discriminatoire.....	105
3.5.4. Discrimination au niveau des conditions de travail	108
II. LE CONTRAT DE TRAVAIL ET SES DIFFERENTES FORMES	109
1. NOTION DE CONTRAT DE TRAVAIL ET DE SUBORDINATION	113
1.1. Généralités	113
1.2. Lien de subordination	115
1.2.1. Notion et principes	115
1.2.2. Professions du milieu médical	118
1.2.3. Commerciaux et vendeurs	120
1.2.4. Sportifs et entraîneurs	124
1.2.5. Autres professions	138
1.2.6. Divers autres critères d'appréciation.....	145

1.2.7. Conventions de nature spécifique	149
1.2.8. Mariage et partenariats.....	152
1.3. <i>Cumul entre contrat de travail et mandat social</i>	153
1.3.1. Principes et généralités	153
1.3.2. Administrateurs et administrateurs-délégués de sociétés anonymes.....	154
1.3.3. Gérants de Srl	173
1.3.99. Autres cas	185
1.4. <i>Droit applicable</i>	185
2. CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE	188
2.1. <i>Généralités</i>	188
2.2. <i>Cas de requalification du CDD en CDI</i>	191
2.3. <i>Conséquences de la requalification</i>	199
2.3.1. Maintien du salaire	199
2.3.2. Existence d'un licenciement ; caractère abusif du licenciement	200
2.3.3. Autres aspects	208
3. TRAVAIL INTÉRIMAIRE	209
3.1. <i>Egalité de traitement</i>	209
3.2. <i>Sanction de la requalification en CDI</i>	210
3.99. <i>Divers (intérim)</i>	216
4. MISE À DISPOSITION DE MAIN-D'ŒUVRE	217
5. AUTRES FORMES DE CONTRATS PRÉCAIRES	223
6. CONTRAT D'APPRENTISSAGE	225
7. CONTRAT DE TRAVAIL MARITIME	227
8. CONTRAT DE STAGE	229
III. CONCLUSION DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	231
1. FORMATION DU CONTRAT.....	235
1.1. <i>Procédure d'embauche</i>	235
1.1.1. Phase précontractuelle et entretien d'embauche	235
1.1.1.1. Promesses d'embauche	235
1.1.1.2. Obligation de révéler des informations	236
1.1.2. Tests et essais avant embauche	237
1.1.3. Débauchage de salariés	238
1.1.3.1. Débauchage et concurrence déloyale.....	238
1.1.3.2. Clauses de non-engagement	241
1.2. <i>Priorité d'embauche</i>	244
1.3. <i>Forme et accord de volontés</i>	247
1.4. <i>Vices du consentement</i>	249
1.4.1. Généralités	249
1.4.2. Causes de nullité.....	250
1.4.2.1. Erreur sur l'état de santé	250
1.4.2.2. Autres cas	252
1.4.3. Conséquences de la nullité	254
2. CONTENU DU CONTRAT DE TRAVAIL	254
2.1. <i>Généralités</i>	254
2.2. <i>Clause d'essai</i>	256
2.2.1. Validité formelle de la clause d'essai.....	256
2.2.2. Durée de l'essai	259
2.2.2.1. Généralités et principes.....	259
2.2.2.2. Interprétation des clauses	260
2.2.2.3. Détermination de la durée maximale	261
2.2.3. Renouvellement de la période d'essai.....	263
2.2.3.1. Succession de contrats	263
2.2.3.2. Mutation intra-groupe	266
2.3. <i>Clauses facultatives</i>	268
2.3.1. Obligations de non-concurrence	268
2.3.1.1. Clauses de non-concurrence.....	268
2.3.1.2. Actes de concurrence	275
2.3.1.99. Autres aspects	278
2.3.2. Remboursement des frais de formation.....	279
2.3.3. Clauses relatives au préavis	281
2.3.4. Clauses d'exclusivité	284
2.3.99. Autres clauses facultatives	284

2.4. <i>Clauses non admissibles</i>	287
2.4.1. <i>Clauses fixant des motifs de licenciement</i>	287
2.4.1.1. <i>Clauses dans le contrat individuel</i>	287
2.4.1.2. <i>Clauses de conventions collectives</i>	287
2.4.2. <i>Clauses relatives à la responsabilité civile</i>	289
2.4.3. <i>Autres clauses non admissibles</i>	291
3. <i>PREUVE DU CONTRAT DE TRAVAIL ET DE SON CONTENU</i>	293
3.1. <i>Principes</i>	293
3.2. <i>Contrat de travail apparent</i>	294
3.3. <i>Admissibilité de la preuve par témoins</i>	298
3.4. <i>Exemples d'appréciation</i>	302
IV. MODIFICATION ET TRANSFERT DU CONTRAT DE TRAVAIL	307
1. <i>MODIFICATION D'UN COMMUN ACCORD</i>	311
1.1. <i>Généralités</i>	311
1.2. <i>Preuve de la modification d'un commun accord</i>	311
2. <i>MODIFICATION UNILATÉRALE</i>	313
2.1. <i>Généralités</i>	313
2.2. <i>Notion de modification substantielle</i>	313
2.2.1. <i>Changement de tâche</i>	313
2.2.2. <i>Changement de la rémunération et des accessoires</i>	316
2.2.3. <i>Changement de la durée de travail</i>	318
2.2.4. <i>Changement de l'horaire</i>	320
2.2.5. <i>Changement du lieu de travail</i>	321
2.3. <i>Modification unilatérale ne respectant pas la procédure</i>	322
2.3.1. <i>Possibilité de demander des dommages-intérêts</i>	322
2.3.1.1. <i>Par une démission valant licenciement</i>	322
2.3.1.2. <i>Sans démission</i>	323
2.3.2. <i>Possibilité de demander la nullité de la modification</i>	324
2.3.2.1. <i>Principe de nullité de la modification</i>	324
2.3.2.2. <i>Délai pour demander la nullité ; réaction tardive</i>	326
2.4. <i>Modification unilatérale respectant la procédure légale</i>	331
2.4.1. <i>Impossibilité d'imposer le maintien des conditions antérieures</i>	331
2.4.2. <i>Possibilité de démission valant licenciement</i>	333
2.4.3. <i>Caractère justifié ou abusif de la modification</i>	337
2.4.4. <i>Indemnisation en cas de démission-licenciement</i>	341
3. <i>TRANSFERT D'ENTREPRISE</i>	343
3.1. <i>Conditions</i>	343
3.2. <i>Effets du transfert</i>	354
4. <i>DETACHEMENT A L'ETRANGER</i>	356
V. REMUNERATION	363
1. <i>DETERMINATION DU SALAIRE</i>	367
1.1. <i>Fixation et détermination du salaire</i>	367
1.1.1. <i>Principes</i>	367
1.1.2. <i>Type de salaire</i>	367
1.1.3. <i>Preuve du salaire</i>	368
1.1.4. <i>Classification au vu de la convention collective</i>	369
1.2. <i>Composantes du salaire</i>	371
1.3. <i>Echelle mobile des salaires</i>	372
1.4. <i>Salaire social minimum</i>	375
1.4.1. <i>Généralités</i>	375
1.4.2. <i>Salaire minimum qualifié</i>	376
1.4.2.1. <i>Principes</i>	376
1.4.2.2. <i>Exemples d'application</i>	382
2. <i>DROIT AU SALAIRE</i>	387
2.1. <i>Généralités et principes</i>	387
2.2. <i>Preuve de la prestation de travail</i>	392
2.2.1. <i>Preuve de la présence ou absence au travail</i>	392
2.2.2. <i>Preuve de la justification d'une absence</i>	396
2.2.3. <i>Preuve du nombre d'heures prestées</i>	397
3. <i>PAIEMENT DU SALAIRE PAR L'EMPLOYEUR</i>	398
4. <i>CONDAMNATION AU PAIEMENT DU SALAIRE</i>	400

4.1. Montant brut.....	400
4.2. Intérêts	401
4.3. Preuve du paiement par l'employeur	401
4.4. Préjudice moral pour non-paiement du salaire.....	404
5. PRIMES, GRATIFICATIONS ET COMMISSIONS.....	405
5.1. Droit à la prime ; droits acquis	405
5.1.1. Principes	405
5.1.2. Clauses de libéralité.....	409
5.1.3. Conditions du droit acquis.....	411
5.1.4. Exemples d'appréciation	414
5.2. Montant de la prime.....	419
5.2.1. Généralités	419
5.2.2. Primes indéterminées quant au montant.....	421
5.3. Fin du contrat et droit à la prime	426
5.4. Droit acquis sur les conditions de travail.....	427
6. RETENUES SUR SALAIRE	429
7. REPETITION DE L'INDU	436
8. FRAIS PROFESSIONNELS	440
VI. CONDITIONS DE TRAVAIL	443
1. SANTE AU TRAVAIL	447
1.1. Généralités	447
1.2. Déclaration d'incapacité et reclassement	447
2. SECURITE AU TRAVAIL	454
2.1. Généralités	454
2.2. Droit de retrait.....	455
3. HARCELEMENT MORAL.....	457
3.1. Généralités et principes.....	457
3.2. Exemples d'application.....	467
3.2.1. Décisions reconnaissant le harcèlement	467
3.2.2. Décisions ne reconnaissant pas le harcèlement	471
3.2.2.1. Exercice légitime de l'autorité patronale.....	471
3.2.2.2. Faits non constitutifs d'un harcèlement	477
3.2.2.3. Faits imprécis ou non établis	481
4. HARCELEMENT SEXUEL.....	483
4.1. Devoirs envers la victime	483
4.2. Sanction de l'auteur	488
VII. DUREE DE TRAVAIL.....	491
1. NOTION DE DUREE DE TRAVAIL	495
1.1. Généralités	495
1.2. Temps de transport	495
1.3. Temps de disponibilité et d'astreinte	496
1.4. Salariés exclus	497
2. ORGANISATION FLEXIBLE DU TRAVAIL	499
2.1. Plan d'organisation du travail.....	499
2.2. Horaire mobile.....	499
2.3. Durée de travail variable	500
3. HEURES SUPPLEMENTAIRES.....	502
3.1. Obligation de prêter des heures supplémentaires	502
3.2. Preuve des heures supplémentaires	504
3.2.1. Charge de la preuve.....	504
3.2.2. Moyens de preuve.....	506
3.2.2.1. Injonctions de verser des documents	506
3.2.2.2. Preuves reconnues comme suffisantes	509
3.2.2.3. Témoignages.....	512
3.2.2.4. Expertises.....	513
3.3. Accord de l'employeur.....	513
3.4. Qualité de cadre supérieur	517
3.4.1. Principes	517
3.4.2. Exemples d'appréciation	520
3.5. Indemnisation des heures supplémentaires	525

3.5.1. Généralités.....	525
3.5.2. Indemnisation ou compensation forfaitaire	526
3.5.3. Taux de majoration.....	528
3.5.4. Indemnisation ex aequo et bono	528
3.6. Spécificités du transport routier ; données tachygraphiques	530
3.99. Autres problématiques en matière d'heures supplémentaires.....	536
4. TRAVAIL A TEMPS PARTIEL.....	536
5. TRAVAIL DOMINICAL	540
6. TRAVAIL DE NUIT.....	541
99. AUTRES QUESTIONS RELATIVES A LA DUREE DE TRAVAIL.....	541
VIII. CONGES ET JOURS FERIES.....	543
1. CONGE ANNUEL.....	547
1.1. Généralités	547
1.2. Conditions de naissance du congé.....	547
1.3. Fixation du congé	550
1.4. Report du congé à l'année subséquente.....	553
1.4.1. Généralités.....	553
1.4.2. Cas de report du congé.....	556
1.4.2.1. Accord patronal explicite ou implicite.....	556
1.4.2.1.1. Généralités	556
1.4.2.1.2. Preuve sur base de documents émanant de l'employeur.....	557
1.4.2.2. Salariés empêchés de solder leur congé dans l'année.....	558
1.4.2.2.1. Salariés malades.....	558
1.4.2.2.99. Autres cas.....	562
1.5. Solde de congé en fin de contrat	563
1.6. Preuve en matière de congé annuel.....	566
2. AUTRES CONGES	571
2.1. Congé extraordinaire pour raisons d'ordre personnel.....	571
2.2. Congé pour raisons familiales.....	572
2.3. Congé sans solde	572
2.4. Congé parental	573
3. JOURS FÉRIÉS	575
IX. MALADIE DU SALARIÉ	579
1. OBLIGATIONS D'INFORMATION DU SALARIÉ	583
1.1. Généralités	583
1.2. Information du premier jour.....	585
1.2.1. Moment de l'information	585
1.2.2. Forme de l'information.....	589
1.2.4. Contenu de l'information.....	590
1.2.5. Preuve de l'information	592
1.2.6. Personnes qualifiées pour recevoir l'information.....	592
1.3. Certificat médical du troisième jour	595
1.3.1. Calcul du délai de 3 jours	595
1.3.2. Forme du certificat.....	598
1.3.3. Preuve de la réception par l'employeur.....	599
1.3.3.1. Généralités.....	599
1.3.3.2. Dépôt dans la boîte à lettres de l'employeur	602
1.3.3.3. Envoi du certificat dans le délai	603
1.3.3.4. Erreurs et aléas postaux.....	606
1.3.4. Personnes qualifiées pour recevoir le certificat.....	607
1.4. Certificat tardif en cas d'hospitalisation urgente	609
2. PROTECTION DU SALARIÉ DURANT LA MALADIE.....	610
2.1. Continuation du salaire et indemnité pécuniaire de maladie.....	610
2.1.1. Certificat tardif et droit au salaire.....	610
2.1.2. Calcul de l'indemnité pécuniaire de maladie	611
2.2. Protection contre le licenciement	615
2.2.1. Généralités.....	615
2.2.2. Licenciement avant information	616
2.2.3. Information/certificat tardifs	618
2.2.4. Fin de la protection	620
2.2.4.1. Expiration de la protection liée à l'information du premier jour	620
2.2.4.2. Expiration de la protection liée au certificat médical	621

2.2.4.3. Expiration de la protection au bout de 26 semaines	622
2.2.5. Cas d'exclusion de la protection	623
3. CONTESTATION DU CERTIFICAT DE MALADIE	624
3.1. <i>Obligation du salarié de se soumettre au contre-examen</i>	624
3.2. <i>Preuve de l'aptitude au travail</i>	630
3.2.1. Principes d'appréciation des preuves	630
3.2.2. Valeur de l'avis du médecin conseil	634
3.2.2.1. Régime actuel	634
3.2.2.2. Régime antérieur à 2015	634
3.3. <i>Exemples d'appréciation</i>	635
3.3.1. Preuve par des éléments factuels	635
3.3.2. Preuve par des certificats médicaux d'aptitude	639
4. LICENCIEMENT POUR CAUSE DE NON-INFORMATION SUR UNE MALADIE	645
4.1. <i>Principes</i>	645
4.2. <i>Exemples d'application</i>	651
4.2.1. Prise en compte de la connaissance patronale de la maladie	651
4.2.2. Licenciement peu après le début de l'absence (3 – 5 jours)	657
4.2.2.1. Cas d'absence injustifiée dès le début	657
4.2.2.2. Information au début, mais certificat tardif	663
4.2.3. Licenciement après > 5 jours	667
4.2.4. Répétitivité du défaut d'information	673
5. LICENCIEMENT POUR CAUSE D'ABSENTEISME CHRONIQUE	676
5.1. <i>Principes</i>	676
5.2. <i>Distinction en fonction de l'origine de l'absence</i>	680
5.3. <i>Exemples d'appréciation</i>	686
X. RESPONSABILITÉ CIVILE	707
1. RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'EMPLOYEUR	711
2. RESPONSABILITÉ CIVILE DU SALARIÉ	713
2.1. <i>Principes</i>	713
2.2. <i>Exemples d'appréciation de gravité de la faute</i>	716
2.2.1. Violation d'une obligation de non-concurrence	716
2.2.2. Circulation et transport routier	718
2.2.3. Autres cas	720
2.3. <i>Responsabilité du salarié envers les tiers</i>	726
XI. LICENCIEMENT – GÉNÉRALITÉS	729
1. GÉNÉRALITÉS	733
2. AUTEUR DU LICENCIEMENT	735
3. EFFET DU LICENCIEMENT	738
3.1. <i>Date de prise d'effet du licenciement</i>	738
3.2. <i>Caractère unilatéral et irrévocable</i>	739
3.3. <i>Rétractation d'un commun accord</i>	741
3.4. <i>Réception par le salarié</i>	742
4. INTERPRÉTATION DE LA VOLONTÉ PATRONALE	746
4.1. <i>Existence d'une volonté de licencier</i>	746
4.1.1. Déclarations orales de l'employeur	746
4.1.2. Déclarations écrites de l'employeur	749
4.1.3. Comportement tacite de l'employeur	751
4.1.4. Prise d'acte d'une rupture inexistante	752
4.2. <i>Qualification de licenciement avec préavis ou avec effet immédiat</i>	755
5. IMPACT D'AVERTISSEMENTS ANTÉRIEURS	757
5.1. <i>Généralités</i>	757
5.2. <i>Non bis in idem ; exigence d'une nouvelle faute</i>	758
5.3. <i>Avertissements anciens</i>	762
5.4. <i>Exemples d'application</i>	764
6. PRÉCISION DES MOTIFS	765
6.1. <i>Principes et généralités</i>	765
6.2. <i>Éléments pris en compte à titre de motivation</i>	767
6.2.1. Caractère limitatif de la motivation	767
6.2.2. Références et renvois à des éléments extrinsèques	768
6.2.3. Prise en compte des connaissances du salarié	771

6.2.4. Droit d'apporter des précisions	774
6.2.4.1. Principes.....	774
6.2.4.2. Exemples d'application	775
6.3. Degré de précision exigé.....	779
6.3.1. Motifs personnels	779
6.3.1.1. Généralités	779
6.3.1.2. Absences injustifiées et abandon de poste	780
6.3.1.3. Insuffisance professionnelle.....	782
6.3.1.4. Fautes professionnelles.....	786
6.3.1.5. Insubordination.....	789
6.3.1.6. Violences.....	790
6.3.1.7. Insultes et menaces	791
6.3.1.8. Circulation routière	793
6.3.1.9. Information tardive sur une maladie	793
6.3.1.10. Absentéisme chronique	794
6.3.1.99. Autres cas.....	795
6.3.2. Degré de précision de motifs économiques.....	797
6.3.2.1. Généralités	797
6.3.2.2. Perte d'un marché	801
6.3.2.3. Difficultés économiques et manque de rentabilité.....	802
6.3.2.4. Réorganisation et rationalisation.....	806
6.3.2.4.1. Justification de la suppression du poste.....	806
6.3.2.4.2. Justification de la mesure de réorganisation.....	809
7. PREUVE DE L'EXISTENCE D'UN LICENCIEMENT.....	810
XII. LICENCIEMENT AVEC PRÉAVIS.....	813
1. PROCÉDURE DE LICENCIEMENT AVEC PRÉAVIS	819
1.1. Moment du licenciement ; délai moral.....	819
1.2. Entretien préalable au licenciement.....	823
1.2.1. Généralités.....	823
1.2.2. Computation du seuil de 150 salariés	825
1.2.2.1. Principes.....	825
1.2.2.2. Prise en compte du groupe ou de l'EES.....	825
1.3. Mise à pied et licenciement avec préavis	829
1.4. Lettre de licenciement	830
1.4.1. Forme de la lettre de licenciement.....	830
1.4.2. Motivation spontanée	831
1.4.2.1. Généralités	831
1.4.2.2. Hypothèse dans laquelle le salarié demande les motifs	831
1.4.2.3. Hypothèse dans laquelle le salarié ne demande plus les motifs	834
1.5. Demande de motifs	837
1.6. Lettre de motivation.....	841
1.6.1. Généralités.....	841
1.6.2. Début du délai d'un mois.....	845
1.6.3. Expiration du délai d'un mois	847
1.7. Aménagement conventionnel de la procédure de licenciement.....	848
2. PÉRIODE DE PRÉAVIS SUITE AU LICENCIEMENT	850
2.1. Détermination de la période de préavis	850
2.1.1. Durée du préavis.....	850
2.1.2. Début du préavis.....	851
2.1.3. Fin du préavis.....	854
2.2. Dispense de travail durant le préavis	854
2.2.1. Forme de la dispense	854
2.2.2. Maintien des avantages	856
2.2.3. Complément différentiel de salaire	857
2.2.99. Autres problèmes liés à la dispense.....	859
2.3. Préavis et congé	859
2.3.1. Solde de congés durant le préavis	859
2.3.2. Congé pour la recherche d'un emploi.....	860
2.4. Indemnité compensatoire de préavis	861
2.4.1. Généralités.....	861
2.4.2. Erreurs dans le préavis accordé	862
2.4.2.1. Préavis trop long	862
2.4.2.2. Préavis trop court.....	862
2.4.3. Caractère forfaitaire	864

2.4.3.1. Principes	864
2.4.3.2. Déduction des indemnités de chômage	865
2.4.3.3. Déduction des indemnités pécuniaires de maladie	869
2.4.4. Salaire de référence.....	869
3. INDEMNITÉ DE DÉPART.....	874
3.1. Généralités	874
3.2. Droit à l'indemnité de départ	875
3.3. Montant de l'indemnité de départ	877
3.3.1. Base de calcul	877
3.3.2. Détermination de l'ancienneté.....	879
3.3.3. Indemnité de départ conventionnelle	880
4. MOTIFS DE LICENCIEMENT AVEC PRÉAVIS – PRINCIPES	881
4.1. Généralités	881
4.2. Notion de motif réel et sérieux	883
4.3. Tolérance patronale, comportement contradictoire	885
4.4. Actes posés comme mandataire social ou comme salarié	887
5. MOTIFS LIÉS À LA PERSONNE DU SALARIÉ – TYPOLOGIE	889
5.1. Mécontentement et perte de confiance.....	889
5.2. Insultes et liberté d'expression	892
5.3. Insubordination et refus d'ordre.....	895
5.4. Insuffisance professionnelle	897
5.4.1. Généralités	897
5.4.2. Non-atteinte des objectifs	899
5.4.3. Rendement insuffisant	906
5.4.4. Manque de motivation et d'assiduité.....	908
5.4.5. Compétences professionnelles insuffisantes.....	910
5.4.6. Incapacité de gérer une équipe	911
5.4.99. Autres cas d'insuffisance professionnelle.....	912
5.5. Fautes professionnelles	914
5.5.1. Erreurs de surveillance	914
5.5.2. Erreurs comptables.....	916
5.5.3. Travail mal réalisé.....	917
5.5.4. Circulation routière	918
5.5.5. Omission de dénoncer des incidents	920
5.5.99. Autres cas	921
5.6. Sécurité et santé.....	924
5.6.1. Omission de porter les équipements de protection	924
5.6.2. Licenciement pour risque de sécurité	929
5.6.99. Autres cas	930
5.7. Retrait d'agrément ou d'autorisation	931
5.8. Retards	932
5.9. Activités privées pendant le temps de travail.....	934
5.10. Activités annexes et concurrentes	935
5.11. Salarié défendant ses droits	936
5.12. Motifs liés à la vie privée	937
5.99. Autres cas	938
6. MOTIFS ÉCONOMIQUES LIÉS AUX BESOINS DE FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE	942
6.1. Types de motifs économiques	942
6.1.1. Fermeture d'entreprise, cessation d'activité.....	942
6.1.2. Licenciement en raison de difficultés économiques.....	944
6.1.2.1. Généralités.....	944
6.1.2.2. Niveau d'appréciation des difficultés économiques	946
6.1.2.2.1. Appréciation entre différents services et établissements	946
6.1.2.2.2. Appréciation entre sociétés d'un même groupe	947
6.1.3. Suppression de postes	951
6.1.4. Cumul de motifs économiques et personnels	957
6.2. Limites du contrôle par le juge	959
6.2.1. Appréciation du motif économique invoqué.....	959
6.2.1.1. Généralités.....	961
6.2.1.2. Appréciation de la qualité de la gestion économique par l'employeur	962
6.2.1.3. Employeur agissant avec légèreté blâmable	963
6.2.1.3.1. Décision fondée sur des prévisions futures incertaines.....	963
6.2.1.3.2. Difficultés économiques connues au moment de l'embauche	964
6.2.1.3.3. Décision hâtive ; période d'observation insuffisante.....	965

6.2.2. Appréciation des mesures décidées par l'employeur face à la situation économique	966
6.2.3. Obligation de rechercher des alternatives au licenciement économique.....	969
6.2.4. Sélection sociale des salariés affectés par le licenciement économique	975
6.3. Exemples de motifs économiques.....	979
6.3.1. Fin d'activité.....	979
6.3.2. Baisse d'activité	979
6.3.3. Difficultés économiques importantes.....	982
6.3.4. Mesures de rationalisation	986
6.3.5. Suppression de postes non rentables	988
6.3.6. Externalisation et délocalisation.....	988
6.3.7. Appréciation de la suppression du poste.....	990
6.3.8. Salariés réussissant à établir le prétexte fallacieux.....	992
XIII. LICENCIEMENT AVEC EFFET IMMÉDIAT	995
1. GÉNÉRALITÉS	999
2. PROCÉDURE	1000
2.1. Moment du licenciement – délai d'un mois.....	1000
2.1.1. Principes.....	1000
2.1.2. Connaissance de la faute	1003
2.1.3. Fin du délai.....	1008
2.1.4. Fautes qui perdurent	1009
2.2. Mise à pied	1011
2.3. Lettre de licenciement.....	1012
2.4. Demande d'admission provisoire au chômage.....	1014
2.4.1. Généralités.....	1014
2.4.2. Portée de la compétence du président.....	1016
2.4.3. Exigence d'un licenciement	1018
3. FAUTE GRAVE	1020
3.1. Notion de faute grave.....	1020
3.2. Critères d'appréciation de la faute grave	1022
3.3. Exemples de fautes graves	1025
3.3.1. Motifs liés à la vie privée	1025
3.3.2. Activité concurrentielle.....	1027
3.3.2.1. Exploitation d'une activité concurrentielle	1027
3.3.2.2. Préparation d'une activité concurrentielle	1028
3.3.3. Absences injustifiées.....	1029
3.3.3.1. Généralités	1029
3.3.3.2. Absence < 1 jour ; abandon de poste.....	1030
3.3.3.3. Absence de 1 jour	1033
3.3.3.4. Absence <= 1 semaine.....	1035
3.3.3.5. Absence > 1 semaine.....	1039
3.3.3.6. Absence suite à un refus de congé.....	1039
3.3.3.7. Salariés se trouvant dans des situations spécifiques	1042
3.3.3.8. Salariés ne faisant pas leur horaire complet	1045
3.3.3.9. Travail durant la maladie	1048
3.3.3.99. Autres absences injustifiées.....	1049
3.3.4. Fautes professionnelles	1051
3.3.4.1. Travail mal réalisé	1051
3.3.4.2. Banquiers	1054
3.3.4.3. Agents de sécurité.....	1057
3.3.4.4. Manque de diligence causant préjudice	1058
3.3.4.5. Violation de règles de confidentialité	1062
3.3.4.6. Circulation routière	1062
3.3.4.7. Erreurs de surveillance.....	1065
3.3.4.99. Autres fautes professionnelles.....	1066
3.3.5. Comportement inadéquat, menaçant et violent	1069
3.3.5.1. Comportement inapproprié	1069
3.3.5.2. Menaces.....	1072
3.3.5.3. Violences et agressions physiques	1073
3.3.6. Liberté d'expression.....	1077
3.3.6.1. Insultes.....	1077
3.3.6.2. Critiques justifiées.....	1080
3.3.7. Insubordination ; refus d'ordre.....	1084
3.3.7.1. Refus opposés par des chauffeurs routiers.....	1084
3.3.7.2. Refus de se conformer aux règles de sécurité	1088
3.3.7.3. Autres cas de refus de travail.....	1089

3.3.7.4. Refus de signer des documents	1095
3.3.8. Addictions et lieu de travail	1095
3.3.8.1. Alcool au travail	1095
3.3.8.2. Tabac au travail.....	1099
3.3.8.3. Stupéfiants au travail	1100
3.3.9. Actes et infractions au préjudice de l'entreprise	1100
3.3.9.1. Vol.....	1100
3.3.9.2. Détournements et manœuvres frauduleuses.....	1105
3.3.9.3. Salariés se payant des sommes d'argent	1108
3.3.9.4. Usage des moyens de communication à des fins privées	1110
3.3.9.5. Falsifications et mensonges	1112
3.3.9.5.1. Manipulation des données sur la durée de travail.....	1112
3.3.9.5.2. Autres falsifications.....	1114
3.3.10. Accès illégitime à des données	1115
3.3.11. Exercice de l'activité sans les autorisations ou formalités requises	1117
3.3.99. Autres exemples de faute grave	1119
XIV. LICENCIEMENT ABUSIF OU IRRÉGULIER.....	1125
1. GENERALITES	1129
1.1. Principes	1129
1.2. Proposition de réintégration	1130
1.3. Faute non grave qui aurait justifié un licenciement avec préavis	1131
1.4. Comportement fautif du salarié ayant contribué au licenciement.....	1134
1.4.1. Incidence sur le préjudice matériel	1134
1.4.2. Incidence sur le préjudice moral	1135
1.5. Règles en cas de succession de licenciements	1137
1.6. Intérêts sur dommages-intérêts	1140
2. PREJUDICE MATÉRIEL	1141
2.1. Calcul d'un différentiel.....	1141
2.1.1. Généralités	1141
2.1.2. Charge de la preuve du préjudice.....	1142
2.2. Salaire de référence.....	1143
2.3. Période de référence.....	1146
2.3.1. Généralités	1146
2.3.2. Prise en compte du préavis pour la période de référence	1147
2.3.3. Prise en compte de l'ancienneté	1151
2.3.4. Recherche active d'emploi pour diminuer le préjudice	1152
2.3.4.1. Critères d'une recherche d'emploi active suffisante	1152
2.3.4.1.1. Principes.....	1152
2.3.4.1.2. Modalités de la recherche d'emploi	1154
2.3.4.1.3. Nature de l'emploi à rechercher	1156
2.3.4.1.4. Alternatives à la recherche d'un nouvel emploi salarié	1158
2.3.4.1.4.1. Formation de perfectionnement ou de reconversion professionnelle.....	1158
2.3.4.1.4.2. Développement d'une activité indépendante suite au licenciement	1159
2.3.4.1.5. Employeur offrant de réembaucher le salarié licencié	1161
2.3.4.2. Preuve de la recherche d'emploi	1162
2.3.4.3. Salariés dans des situations particulières entravant la recherche d'emploi	1164
2.3.4.3.1. Salariés à capacité physique réduite.....	1164
2.3.4.3.2. Salariés malades.....	1165
2.3.4.3.3. Salariées enceintes	1167
2.3.4.3.4. Salariés près de l'âge de la retraite	1169
2.3.4.3.99. Autres salariés en situation particulière	1173
2.3.4.4. Incidence sur la période de référence et le préjudice matériel	1174
2.3.4.4.1. Absence d'efforts pour trouver un emploi.....	1174
2.3.4.4.2. Efforts insuffisants pour retrouver un emploi.....	1180
2.3.4.4.3. Efforts tardifs pour retrouver un emploi.....	1183
2.3.5. Exemples d'appréciation de la période de référence	1184
2.4. Revenus et indemnités venant en déduction	1190
2.4.1. Imputation d'indemnités sur le préjudice matériel.....	1190
2.4.1.1. Imputation de l'indemnité compensatoire de préavis.....	1190
2.4.1.2. Imputation de l'indemnité de départ	1198
2.4.1.3. Imputation des indemnités de chômage	1199
2.4.1.3.1. Principes.....	1199
2.4.1.3.2. Obligation de demander les indemnités de chômage	1200
2.4.2. Incidence d'un nouvel emploi trouvé par le salarié.....	1201

2.4.3. Autres revenus de substitution	1205
2.4.4. Revenus ne présentant pas de lien avec le licenciement	1206
2.5. Préjudice matériel autre que la perte de revenus immédiate	1206
2.5.1. Carrière et revenus au-delà de la période de référence	1206
2.5.2. Primes et bonus	1207
2.5.3. Stock-options	1208
2.5.99. Autres chefs de préjudice causés par le licenciement	1209
3. PREJUDICE MORAL	1214
3.1. Principes	1214
3.2. Exemples d'appréciation du préjudice moral	1215
3.2.1. Absence de préjudice moral	1215
3.2.2. Salarié s'attendant à la fin du contrat	1216
3.2.3. Caractère injurieux, humiliant ; dépression réactionnelle	1216
3.2.4. Salarié laissé dans l'ignorance des motifs de son renvoi	1218
3.2.5. Emploi retrouvé rapidement	1218
3.2.6. Montants élevés (> 10.000 euros)	1219
3.2.7. Situation de famille ; femmes enceintes	1220
3.2.8. Critère de l'âge	1221
3.2.9. Critère de l'ancienneté	1221
3.2.10. Critère de la recherche d'emploi	1223
3.2.99. Autres exemples de préjudice moral	1224
4. IRREGULARITES FORMELLES	1226
4.1. Généralités	1226
4.2. Formalités légales	1227
4.2.1. Entretien préalable	1227
4.2.2. Lettre de licenciement	1229
4.2.3. Autres formalités	1229
4.3. Formalités conventionnelles	1230
XV. PROTECTION SPECIALE CONTRE LE LICENCIEMENT	1233
1. FEMMES ENCEINTES	1237
1.1. Généralités	1237
1.2. Notification du certificat de grossesse	1239
1.2.1. Forme de notification	1239
1.2.2. Délai de 8 jours	1240
1.3. Mise à pied et action en résiliation pour faute grave	1242
1.3.1. Procédure	1242
1.3.2. Exemples de faute grave	1242
1.4. Action en nullité du licenciement	1245
1.4.1. Procédure	1245
1.4.1.1. Instance devant le président du tribunal	1245
1.4.1.2. Délai de 15 jours	1247
1.4.2. Conséquences de la nullité	1248
1.4.3. Option entre nullité et licenciement abusif	1249
2. DELEGUES DU PERSONNEL	1253
2.1. Généralités	1253
2.2. Conditions de la protection	1257
2.2.1. Protection des candidats	1257
2.2.2. Fermeture d'entreprise et protection des délégués	1261
2.3. Action du délégué suite à un licenciement	1265
2.3.1. Action en nullité	1265
2.3.1.1. Généralités	1265
2.3.1.2. Procédure	1270
2.3.1.3. Préjudice moral accessoire à la nullité	1273
2.3.2. Action en dommages-intérêts	1274
2.4. Action de l'employeur en cas de faute grave	1274
2.4.1. Action en résiliation du contrat	1274
2.4.1.1. Généralités	1274
2.4.1.2. Mise à pied	1275
2.4.2. Faute grave	1276
2.4.2.1. Notion de faute grave	1276
2.4.2.2. Exemples de fautes graves	1279
2.4.2.2.1. Fautes liées à l'exercice du mandat de délégué	1279
2.4.2.2.2. Insubordination	1280
2.4.2.2.3. Absences injustifiées	1283

2.4.2.2.4. Fautes professionnelles	1287
2.4.2.2.5. Travail durant le congé	1290
2.4.2.2.6. Vols et détournements	1291
2.4.2.2.7. Comportement déplacé et insultes.....	1294
2.4.2.2.8. Falsifications	1301
2.4.2.2.9. Activité concurrentielle.....	1304
2.4.2.2.10. Violences.....	1305
2.4.2.2.99. Autres fautes graves	1306
2.4.3. Maintien provisoire de la rémunération	1317
2.4.3.1. Principes	1317
2.4.3.1.1. Appréciation sommaire.....	1318
2.4.3.1.2. Eléments de preuve dont il peut être tenu compte.....	1319
2.4.3.2. Procédure	1321
2.4.3.3. Durée de l'obligation de verser le salaire provisoire	1327
2.4.3.4. Exemples d'appréciations sommaires de la mise à pied.....	1328
2.4.4. Issue de la procédure en résiliation du contrat	1337
2.4.4.1. Faute grave non reconnue.....	1337
2.4.4.1.1. Généralités.....	1337
2.4.4.1.2. Maintien de l'emploi et réintégration.....	1338
2.4.4.1.3. Droit aux salaires depuis la mise à pied	1339
2.4.4.1.4. Préjudice moral.....	1340
2.4.4.2 Faute grave reconnue : remboursement des salaires touchés par provision	1341
2.5. Protection en cas de modification des conditions de travail	1345
2.99. Jurisprudence relative au régime de la délégation antérieur à 2016	1349
2.99.1. Portée de la protection.....	1349
2.99.2. Action en nullité du licenciement	1354
2.99.3. Action en résiliation du contrat pour faute grave	1357
2.99.3.1. Procédure	1357
2.99.3.2. Mise à pied	1360
2.99.3.3. Délai pour invoquer la faute grave	1364
2.99.3.4. Maintien provisoire de la rémunération.....	1368
2.99.4. Modification du contrat du délégué.....	1370
3. COMITÉ MIXTE	1373
4. PROTECTION LIÉE AU RECLASSEMENT	1377
4.1. Protection suite à la saisine de la Commission mixte.....	1377
4.1.1. Information de l'employeur au moment du licenciement	1377
4.1.2. Portée de la protection.....	1379
4.2. Protection après une décision de reclassement interne	1381
5. PROTECTION DURANT LE CONGÉ PARENTAL	1384
6. PROTECTION DURANT UN CONGÉ POUR RAISONS FAMILIALES	1386
XVI. DÉMISSION DU SALARIÉ.....	1389
1. GÉNÉRALITÉS	1393
1.1. Principes	1393
1.2. Volonté non équivoque de démissionner	1394
1.2.1. Comportement confirmant la volonté de démissionner	1394
1.2.2. Comportement ne pouvant être interprété comme démission	1397
1.2.3. Démission découlant de la simple absence du salarié.....	1398
1.2.4. Démission donnée sous la pression.....	1400
1.2.5. Démission donnée dans un état d'énervement.....	1403
1.3. Requalification en licenciement – prise d'acte de la rupture.....	1404
1.4. Démission avant entrée en fonctions	1407
2. DÉMISSION AVEC PREAVIS.....	1409
2.1. Généralités	1409
2.2. Préavis de démission	1411
3. DÉMISSION AVEC EFFET IMMÉDIAT	1413
3.1. Procédure	1413
3.1.1. Lettre de démission	1413
3.1.2. Moment de la démission, délai d'un mois.....	1415
3.2. Motifs de démission	1416
3.2.1. Charge de la preuve.....	1416
3.2.2. Manquements dans le paiement du salaire	1417
3.2.99. Autres motifs de démission avec effet immédiat	1422
3.3. Conséquences d'une démission avec effet immédiat	1425

3.3.1. Démission non justifiée par des motifs graves	1425
3.3.2. Démission justifiée par des motifs graves.....	1425
XVII. RECOURS DE L'ETAT EN MATIERE D'INDEMNITES DE CHOMAGE.....	1431
1. GENERALITES	1435
2. EXISTENCE DU RECOURS DE L'ETAT	1436
2.1. Principes	1436
2.2. Demande de l'Etat contre l'employeur suite à un licenciement	1436
2.3. Demande de l'Etat contre le salarié suite à un licenciement.....	1439
2.3.1. Licenciement avec préavis	1439
2.3.2. Licenciement avec effet immédiat	1440
2.4. Demande de l'Etat suite à une démission.....	1444
3. DETERMINATION DU MONTANT DU A L'ETAT	1446
3.1. Portée du contrôle par le juge du travail.....	1446
3.2. Assiette du recours de l'Etat.....	1447
3.3. Modération et échelonnement du montant dû à l'Etat.....	1453
3.3.1. Principes.....	1453
3.3.2. Exemples d'application	1456
4. AUTRES DEMANDES INDEMNITAIRES DE L'ETAT CONTRE L'EMPLOYEUR.....	1461
5. QUESTIONS PROCEDURALES LIEES A L'INTERVENTION DE L'ETAT.....	1463
6. INCIDENCE D'UNE TRANSACTION OU D'UN DESISTEMENT	1466
6.1. Décisions de la Cour de cassation	1466
6.2. Arrangement/désistement à la suite d'un licenciement avec préavis.....	1467
6.3. Arrangement/désistement à la suite d'un licenciement avec effet immédiat.....	1471
6.4. Validité et opposabilité de la transaction.....	1477
XVIII. AUTRES MODES DE RESILIATION.....	1479
1. RESILIATION D'UN COMMUN ACCORD	1483
1.1. Généralités	1483
1.2. Forme écrite.....	1485
1.3. Vices du consentement.....	1487
2. CESSATION DE PLEIN DROIT DU CONTRAT DE TRAVAIL	1490
2.1. Généralités	1490
2.2. Epuisement de l'indemnité pécuniaire (52 semaines)	1491
2.3. Attribution d'une pension d'invalidité	1494
2.99. Autres cas de cessation de plein droit	1496
XIX. RESILIATION D'UN CDD ET D'UN CONTRAT A L'ESSAI	1499
1. RESILIATION PENDANT LA PERIODE D'ESSAI.....	1503
1.1. Généralités	1503
1.2. Fin du préavis devant se situer dans la période d'essai.....	1504
1.3. Calcul des délais	1506
1.4. Protection spéciale contre le licenciement durant la période d'essai.....	1507
1.5. Indemnisation en cas de licenciement irrégulier durant l'essai.....	1511
1.5.1. Notion de résiliation abusive durant l'essai.....	1511
1.5.2. Droit à une indemnité compensatoire de préavis	1514
1.5.3. Droit à des dommages-intérêts	1515
1.6. Indemnisation en cas de démission pour faute grave durant l'essai.....	1518
2. RESILIATION D'UN CDD	1519
2.1. Licenciement par l'employeur.....	1519
2.2. Démission par le salarié.....	1521
XX. FORMALITES APRES LA FIN DU CONTRAT	1523
1. REÇU POUR SOLDE DE TOUS COMPTES	1525
2. CERTIFICAT DE TRAVAIL	1528
99. DIVERS	1530
XXI. DROIT DU TRAVAIL COLLECTIF.....	1533
1. DELEGATIONS DU PERSONNEL.....	1536
1.1. Elections sociales	1536
1.2. Fonctionnement de la délégation.....	1538

1.3. Compétences légales de la délégation	1540
1.3.1. Rôle d'interlocuteur entre employeur et salariés.....	1540
1.3.2. Compétences consultatives, information et consultation	1541
1.3.3. Compétences de négociation	1544
1.3.4. Compétences de co-décision	1545
1.4. Extension conventionnelle des compétences.....	1558
1.4.1. Clause exigeant l'accord de la délégation pour licencier	1558
1.4.99. Autres cas	1559
1.5. Entrave aux compétences de la délégation	1560
1.6. Jurisprudence relative au régime de la délégation antérieur à 2016	1565
1.6.1. Installation de la délégation	1565
1.6.2. Désignation du délégué à la sécurité	1568
1.6.3. Compétences et attributions.....	1568
1.6.4. Transfert d'entreprise.....	1569
1.7. Recours devant le directeur de l'ITM	1572
2. COGESTION DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES	1576
3. NEGOCIATION COLLECTIVE	1579
3.1. Conventions collectives.....	1579
3.1.1. Généralités	1579
3.1.2. Nature juridique de la convention collective	1579
3.1.3. Champ d'application.....	1580
3.1.3.1. Champ d'application à l'égard des salariés	1580
3.1.3.1.1. Généralités	1580
3.1.3.1.2. Cadres supérieurs	1581
3.1.3.2. Champ d'application matériel	1585
3.1.3.3. Application volontaire de la convention collective	1589
3.1.4. Durée de survie après dénonciation.....	1590
3.1.5. Interprétation de la convention collective	1592
3.1.5.1. Règles d'interprétation	1592
3.1.5.2. Rôle des commissions paritaires.....	1597
3.1.5.3. Action en interprétation	1598
3.1.6. Autres problématiques liées aux conventions collectives	1600
3.2. Licenciement collectif et plan social	1603
3.2.1. Obligation de négocier un plan social.....	1603
3.2.2. Contenu et effets du plan social	1606
3.2.3. Protection contre le licenciement durant la phase de négociation	1609
3.99. Autres accords collectifs	1610
4. SYNDICATS	1611
4.1. Généralités	1611
4.2. Capacité à agir en justice	1612
4.3. Représentativité syndicale.....	1614
4.4. Liberté d'expression dans le contexte syndical.....	1616
5. DROIT DE GREVE	1619
XXII. PROCEDURE EN DROIT DU TRAVAIL	1621
1. COMPETENCE.....	1627
1.1. Généralités	1627
1.2. Compétence territoriale	1628
1.2.1. Généralités	1628
1.2.2. Règles de compétence internationale	1629
1.2.3. Règles de compétence nationale.....	1631
1.2.3.1. Détermination du lieu de travail déterminant.....	1631
1.2.3.2. Moyen à soulever in limine litis	1633
1.2.3.3. Exemples d'appréciation	1635
1.2.4. Clauses attributives de juridiction	1638
1.3. Compétence matérielle	1641
1.3.1. Généralités	1641
1.3.2. Demandes de remboursement.....	1643
1.3.2.1. Prêts consentis par l'employeur	1643
1.3.2.99. Autres demandes de remboursement	1644
1.3.3. Catégories particulières de travailleurs	1646
1.3.3.1. Contrats ayant un but de formation ou de réinsertion.....	1646
1.3.3.2. Entités relevant du secteur public	1648
1.3.4. Questions touchant à la sécurité sociale	1650

1.3.4.1. Litiges liés à l'affiliation	1650
1.3.4.2. Litiges liés aux indemnités pécuniaires de maladie	1652
1.3.4.3. Litiges liés aux allocations familiales	1653
1.3.5. Avantages associés ou non au contrat de travail	1654
1.3.5.1. Stock-options et achat d'actions	1654
1.3.5.99. Autres avantages	1655
1.3.6. Fournitures au salarié	1656
1.3.7. Litiges dans le contexte d'une faillite	1656
1.3.8. Comportement du salarié après la fin du contrat	1658
1.3.9. Diverses demandes de dommages-intérêts	1659
1.3.10. Litiges relatifs à une transaction	1660
1.3.99. Autres litiges	1661
2. OBJET DE LA DEMANDE EN JUSTICE	1664
2.1. Généralités	1664
2.2. Identification de la demande	1665
2.2.1. Généralités	1665
2.2.2. Libellé obscur	1665
2.2.2.1. Principes	1665
2.2.2.2. Obligation d'indiquer la base juridique	1667
2.2.3. Identification de l'employeur	1670
2.2.4. Demandes non chiffrées	1672
2.3. Demandes nouvelles	1674
2.3.1. Demande nouvelle par rapport à la requête initiale	1674
2.3.1.1. Principes	1674
2.3.1.2. Simples moyens nouveaux	1675
2.3.1.3. Cas d'application	1676
2.3.2. Demande nouvelle en appel	1684
2.3.2.1. Généralités	1684
2.3.2.2. Simples moyens nouveaux en appel	1685
2.3.2.3. Cas d'application	1686
3. PREUVE	1693
3.1. Principes et généralités	1693
3.1.1. Principe du contradictoire	1693
3.1.2. Autorité du pénal sur le civil	1695
3.1.2.1. Principes	1695
3.1.2.2. Surséance à statuer	1697
3.2. Témoignages	1700
3.2.1. Offre de preuve et enquête	1700
3.2.1.1. Généralités	1700
3.2.1.2. Droit à l'enquête	1701
3.2.1.3. Droit à la contre-preuve	1703
3.2.1.4. Recevabilité de la preuve et valeur du litige	1706
3.2.2. Attestations testimoniales	1706
3.2.2.1. Généralités	1706
3.2.2.2. Forme des attestations	1709
3.2.2.3. Contenu des attestations	1711
3.2.3. Capacité à témoigner et égalité des armes	1712
3.2.3.1. Principes et généralités	1712
3.2.3.2. Recours à un détective privé	1713
3.2.3.3. Salariés et anciens salariés	1714
3.2.3.3.1. Salariés en général	1714
3.2.3.3.2. Supérieurs hiérarchiques ; directeurs	1716
3.2.3.3.3. Salariés impliqués dans la procédure de licenciement	1717
3.2.3.3.4. Salariés concernés par les faits	1720
3.2.3.3.5. Salariés en litige avec l'employeur	1721
3.2.3.4. Existence de liens familiaux	1723
3.2.3.4.1. Membres de la famille de l'employeur	1723
3.2.3.4.2. Membres de la famille du salarié	1725
3.2.3.5. Mandataires sociaux et associés	1726
3.2.3.5.1. Gérants de sociétés à responsabilité limitée	1726
3.2.3.5.2. Administrateurs-délégués	1730
3.2.3.5.3. Administrateurs	1731
3.2.3.5.4. Actionnaires	1734
3.2.3.99. Autres cas	1734
3.2.4. Appréciation des témoignages	1736
3.2.4.1. Principes	1736

3.2.4.2. Appréciation de la crédibilité.....	1738
3.3. <i>Pièces et documents</i>	1741
3.3.1. Généralités	1741
3.3.2. Fiche de salaire	1745
3.3.3. Documents confidentiels.....	1746
3.3.4. Courrier électronique	1747
3.4. <i>Surveillance électronique, enregistrements audio et vidéo</i>	1750
3.5. <i>Expertises</i>	1754
3.5.1. Généralités	1754
3.5.2. Expertises unilatérales.....	1756
3.6. <i>Comparution personnelle des parties</i>	1756
3.7. <i>Aveu</i>	1758
3.8. <i>Serment</i>	1758
4. PRESCRIPTION ET FORCLUSION.....	1759
4.1. <i>Principes</i>	1759
4.1.1. Détour par les dommages-intérêts.....	1759
4.1.2. Salarié tardant à faire valoir ses droits	1760
4.2. <i>Forclusion de l'action en licenciement abusif</i>	1761
4.2.1. Généralités	1761
4.2.2. Début et fin du délai de forclusion de 3 mois.....	1764
4.2.2.1. Début du délai	1764
4.2.2.2. Licenciement ne respectant pas les formes légales.....	1764
4.2.2.3. Fin du délai	1766
4.2.3. Interruption par une lettre de réclamation	1767
4.2.3.1. Nouveau délai d'un an	1767
4.2.3.2. Moment de la réclamation	1768
4.2.3.2.1. Généralités.....	1768
4.2.3.2.2. Pas de contestation avant le début du délai de forclusion	1770
4.2.3.3. Forme de la lettre de réclamation	1772
4.2.3.4. Contenu de la lettre de réclamation.....	1774
4.2.3.5. Destinataire de la lettre de réclamation.....	1776
4.2.4. Portée de la forclusion.....	1779
4.3. <i>Prescription triennale des salaires</i>	1782
4.3.1. Portée de la prescription triennale.....	1782
4.3.2. Interruption de la prescription triennale.....	1785
4.3.3. Suspension de la prescription triennale	1786
4.4. <i>Délais de prescription ordinaires</i>	1787
5. TRANSACTION	1790
5.1. <i>Généralités</i>	1790
5.2. <i>Forme de la transaction</i>	1795
5.2.1. Principes	1795
5.2.2. Exemples de qualification.....	1797
5.3. <i>Concessions réciproques</i>	1798
5.4. <i>Vices du consentement</i>	1801
5.5. <i>Portée de la transaction</i>	1801
6. PROCEDURE D'APPEL	1803
6.1. <i>Délai d'appel</i>	1803
6.2. <i>Taux de dernier ressort</i>	1806
6.3. <i>Intérêt pour faire appel</i>	1808
6.4. <i>Contenu de l'acte d'appel</i>	1812
6.5. <i>Jugements appelables, appels prématurés</i>	1816
6.5.1. Principes	1816
6.5.2. Cas d'application	1820
6.6. <i>Appel incident</i>	1827
6.7. <i>Exécution provisoire</i>	1828
6.8. <i>Questions spécifiques à l'Etat en instance d'appel</i>	1829
6.99. <i>Autres aspects liés à l'appel</i>	1835
7. FRAIS ET INDEMNITES.....	1838
7.1. <i>Indemnité pour procédure vexatoire et abusive</i>	1838
7.2. <i>Frais de procédure</i>	1838
7.3. <i>Indemnité de procédure</i>	1839
99. AUTRES QUESTIONS PROCEDURALES	1841
99.1. <i>Incidence d'une faillite</i>	1841

99.2. Péremption d'instance.....	1842
99.3. Jonction	1846
99.4. Rectification d'erreur matérielle.....	1847
99.5. Ultra petita	1847
99.99. Autres questions procédurales	1848